

9 MAI 1950 –  
DÉCLARATION SCHUMAN

LE MYSTÈRE

D'UN GESTE

SÉBASTIEN MAILLARD



Ce texte est une mise à jour du  
1<sup>er</sup> chapitre du livre

*Qu'avons-nous fait de l'Europe ? Lettres à Robert Schuman*  
de Sébastien Maillard, paru en 2013 et  
reproduit avec l'aimable autorisation des éditions Salvator.



# MONSIEUR LE MINISTRE,

L'usage en France veut de continuer à donner du Monsieur le Ministre pour le restant de ses jours à celui qui, à un moment de sa vie, fut membre d'un gouvernement. Comme une trace indélébile de son passage aux affaires ou comme une consolation de ne plus être dans le circuit. Mais vous êtes mort depuis longtemps, cinquante-six ans et des poussières, et votre titre, gardé pour la postérité, est plus illustre que celui de tout ministre français des finances, des affaires étrangères et de la justice, et même de président du Conseil, que vous fûtes à tour de rôle. Vous êtes compté parmi les « Pères de l'Europe ». Le premier d'entre eux puisque votre déclaration du 9 mai 1950 est considérée comme l'acte de naissance de la construction européenne.

Pourquoi vous écrire alors qu'il n'y a pas de réponse à attendre, alors que je ne vous ai pas connu ? Mais comment vous ignorer ?

À Bruxelles, on croise chaque jour votre nom, épilé en toutes lettres dans la station de métro débouchant sur le rond-point, également à votre nom, commandant le quartier européen. On ne peut pas vous éviter en empruntant les quais de la gare souterraine toute proche qui porte aussi votre nom. Remonté au niveau de la rue et arrivé au pied du siège de la Commission européenne, on tombe sur une stèle qui vous rend hommage comme « promoteur de l'Europe unie ». On repasse devant, parfois à maintes reprises, au cours de la journée. Vous êtes devenu envahissant malgré vous. D'autant qu'en repartant par le parc voisin du Cinquantenaire, on peut encore apercevoir cette fois votre buste en bronze, qui fut sculpté un an après votre mort. Il était à l'origine destiné à être placé au centre du rond-point à votre nom. Mais c'eût été peut-être vous faire trop d'égards vis-à-vis des autres « pères fondateurs » de l'Europe.

**AU FINAL SÛREMENT ÊTES-VOUS MIEUX LÀ**, dans le parc, au milieu des joggeurs, à l'écart des ballets de berlines se hâtant vers un énième sommet, en retrait des cortèges de manifestants envahissant certains jours les lieux. Qu'iriez-vous d'ailleurs leur dire si vous pouviez ? Soyez sans crainte, de mémoire, on ne s'en est jamais pris directement à votre buste. Personne pour le tagger, pour tenter de le faire choir, pour scander « Schuman, dégage ! ». Personne non plus en revanche pour y déposer une gerbe ou s'y recueillir un instant, à ma connaissance. On vous a perdu de vue.

**POUR APPRENDRE À VOUS CONNAÎTRE**, il vaut mieux se rendre directement chez vous, découvrir la sobriété de votre maison de Scy-Chazelles, près de Metz, en Moselle. Il faut aussi vous écouter, à travers vos discours, articles, interventions et votre recueil de textes que vous avez pris le temps de regrouper au soir de votre vie.

Vos écrits sur l'Europe n'ont pas pris une ride. Dans la période de crise profonde que traverse le projet européen, devant le désenchantement qu'aujourd'hui il suscite, y compris dans votre propre pays, la France, je trouve même rafraîchissant et éclairant ce retour aux sources. Dans le tourbillon vertigineux des nouvelles du front de la crise, votre compagnie est devenue

apaisante. Elle permet de ne pas perdre de vue, non seulement le point de départ de toute la construction européenne, mais aussi son point d'arrivée, que vous avez d'emblée situé. Quand l'actualité européenne nous donne tant de fil à retordre, vous servez ainsi de fil à plomb.

Cette lettre veut d'abord vous interroger sur le sens profond de votre geste inaugural du 9 mai 1950, qui fit preuve de créativité et d'une grande liberté politiques. Elles veulent comprendre aussi pourquoi des idées européennes comme les vôtres ont pu ainsi vite voir le jour tandis que d'autres plus tard ont échoué. Elles veulent vous partager des inquiétudes sur le détournement, y compris sémantique, de votre projet et sur le manque de volonté politique de le poursuivre. En somme, vous demander de quelle Europe vous êtes encore le père. Et chercher avec vous où re - situer aujourd'hui un désir d'union.

Vous avez vu, ils ont attribué le prix Nobel de la paix en 2012 à cette Union européenne, dont vous avez donné le coup d'envoi. Une distinction posthume pour vous, qui eût été l'occasion pour le monde entier, et en premier lieu pour nous autres Européens, de nous souvenir de ce que vous aviez entrepris ce fameux 9 mai 1950.

## **JUSQU'AU BOUT, VOUS AVEZ RÉUSSI À ENTOURER CE PROJET DU PLUS GRAND SECRET.**

Souvenez-vous, cette année-là, vous êtes parti passer le week-end d'avant le 1<sup>er</sup> mai loin de Paris, dans votre fief électoral de Scy-Chazelles, avec un dossier sous le bras que vous avait fait parvenir, le vendredi avant de partir, le commissaire au Plan, Jean Monnet.

À l'intérieur, un projet pour établir un marché européen du charbon et de l'acier. Un marché non pas avec l'Angleterre, pourtant grand pays sidérurgique et déjà partie prenante d'autres projets européens du moment. Non, un marché avec... l'Allemagne ! Avec ce vieil ennemi héréditaire et encore ennemi de la veille. Avec ce grand ennemi voisin, tout à côté.

Arrêtons-nous quelques instants sur ce moment d'intense réflexion intérieure qu'a dû être cette fin de semaine d'avril 1950 à étudier le dossier confidentiel. Entre les quatre murs de votre maison mosellane, vous n'aviez que Marie, votre dévouée gouvernante, à qui parler, en luxembourgeois. Vous étiez le plus souvent seul, au calme. Vous aviez l'habitude de vous promener autour du riant village de Chazelles, sur les pentes du mont Saint-Quentin.

## **SANS DOUTE AVEZ-VOUS ÉTÉ UN INSTANT PRIS DE DOUTE**

en réfléchissant au projet de Monnet. Qui en France allait accepter une telle folie ? Les grandes familles de la sidérurgie vous tomberaient dessus – ce sera le cas au début des Wendel. On allait encore vous traiter de « Boche ». D'ailleurs l'Allemagne, vous auriez eu, vous-même, de bonnes raisons de la haïr à votre tour. Elle vous avait déjà horrifié pendant la Première guerre mondiale. Elle venait d'occuper encore votre Moselle. Et même directement votre maison de Chazelles, quatre ans durant. Sa Gestapo vous avait arrêté en 1940. Elle vous avait placé en résidence surveillée dans le Palatinat. Elle avait mis votre tête à prix après votre évasion. Elle vous a contraint à la clandestinité. Vous avez échappé au camp de concentration.

Alors, je vous le demande encore, qu'est-ce qui a bien pu vous guider pour accepter le projet ? Le flair politique ? Mais c'était un coup à perdre son portefeuille ministériel – ce qui sera en effet plus tard votre cas – et les législatives prévues l'année suivante – que vous gagnerez sans triomphe. Avez-vous été guidé par l'intérêt du pays ? En ces temps d'après-guerre, la France attendait au minimum un contrôle interallié plus étroit sur l'Allemagne occupée. Elle demandait des plafonnements de la production allemande



et, plus encore, des réparations de guerre par démontage d'usines de machine-outil et une mainmise sur le charbon de la Ruhr, dont notre pays dépendait. Disons que l'intérêt immédiat de la France dans cette aventure ne sautait pas aux yeux.

**AVEZ-VOUS AGI ALORS PAR SENS DE L'HISTOIRE ?** Mais vous la preniez à rebrousse-poil après trois guerres fratricides. Même s'il est vrai, vous aviez connu, comme vos autres interlocuteurs européens, des temps pas si lointains où l'élite cosmopolite circulait aisément sur le continent et où la civilisation européenne rayonnait à travers le monde entier.

Était-ce sinon un habile calcul géostratégique de votre part ? Vous faisiez remarquer que partout ailleurs, des États-Unis, à l'URSS et au Royaume-Uni avec son Commonwealth, l'époque était à la constitution de blocs. Mais avouez que, tout ministre des affaires étrangères que vous étiez, les relations internationales n'étaient ni votre spécialité – vous étiez un juriste –, ni au cœur de votre réflexion.

Alors, était-ce par idéologie ? Il y en avait de très précieuses au XX<sup>e</sup> siècle mais votre esprit ne s'est jamais laissé aliéner de la sorte et ce n'était pas non plus la marque de fabrique du

parti démocrate-chrétien, le Mouvement républicain populaire, auquel vous apparteniez.

Par ambition ? Ce serait aussi très mal vous connaître. D'autant qu'à 63 ans, votre carrière était derrière vous, vous veniez même d'être l'équivalent de premier ministre. Par goût de l'innovation ? Mais tout le monde vous décrit au contraire comme conservateur de tradition, de tempérament hésitant.

En fait, avez-vous agi par générosité ? Ce serait mal vous interpréter. Vous avez vu l'échec de l'un de vos prédécesseurs estimés, Aristide Briand, qui avait déjà lancé en 1929 un projet d'union européenne, sans lendemain. Vous êtes pacifique mais vous vous méfiez du « pacifisme sentimental », comme vous dites. Du leurre de déclarer la guerre hors-la-loi par un pacte. En 1950, vous mesurez les limites et même déjà l'échec des multiples initiatives intergouvernementales d'après-guerre, comme l'Union occidentale ou le Conseil de l'Europe voulu par Winston Churchill.

Vous seriez-vous décidé, comme il se dit aussi, sous la pression des Anglo-Saxons ? Ce n'était pas votre univers. Certes, nos alliés vous poussaient à ménager la République fédérale naissante. Ils vous soufflaient une politique de

réconciliation avec elle. Et ils vous attendaient de pied ferme, le 10 mai 1950 à Londres, pour trouver une solution à la question du réarmement allemand et à celle du statut de la Sarre. À l'approche de ce rendez-vous fatidique, on m'a dit que vous étiez perplexe, tiraillé, même paraît-il angoissé. Vous avez dû en accomplir des tours sur les sentiers grimpants de Chazelles ce week-end du 1<sup>er</sup> mai. Pourtant vous affirmerez, dix ans plus tard, avoir travaillé sur ce projet « sans aucune pression extérieure ».

Est-ce alors une pression d'un autre ordre, celle de la raison impérieuse, qui l'a emporté dans votre décision ? « **L'EUROPE EST UNE ENTREPRISE DE RAISON ET NON DE SENTIMENT** », avez-vous défini par la suite. De fait, même la guerre finie, les passions risquent encore de se déchaîner. Vous redoutez cette fois vos compatriotes. Reprendre la Sarre, comme c'est la volonté française en 1950, vous apparaît dangereux. Vous aviez compris comment l'esprit revancharde animant le traité de Versailles de 1918 s'était au final retourné contre nous. Cinq ans après la fin de la Première guerre mondiale, la France avait occupé la Ruhr. Cinq ans après la Seconde, cette fois, la raison commandait autre chose.

Mais quoi donc ? De l'esplanade de votre village, vous pouviez apercevoir Metz que

la guerre n'avait pas épargné. Avec sa fière cathédrale en pierre dorée de Jaumont, comme une rescapée encore debout. La peur que n'éclate une Troisième guerre mondiale hantait les esprits. Vous deviez entendre remonter, en ce printemps, un profond désir de paix. Dans les transports en commun, que vous empruntiez, vous deviez croiser des regards marqués par le deuil et l'épreuve mais soulagés que les obus ne pleuvent plus « comme à Gravelotte » – commune toute proche de chez vous –, que la vie, même au prix de tickets de rationnement, ait repris son cours. Vous deviez entendre les pleurs des nourrissons du baby-boom. Au milieu de ces jeunes ménages, vous deviez sentir leur aspiration à la prospérité. Peut-être l'idée européenne est-elle survenue ainsi, de cette écoute, par intuition et après discernement. Poursuivant votre promenade, vous étiez confortés, en admirant les premiers arbres en fleurs du printemps. Ils promettaient abondance, pour l'été, de quetsches et de mirabelles. De votre jardin, la vue porte loin. Dans la sérénité d'un début de soirée, seul devant l'horizon dégagé, la pensée est incitée à avancer au large. Oui, sans doute, le temps était venu d'envisager une autre relation pour apprendre à vivre ensemble et à vivre mieux avec l'ennemi, ce voisin dont vous pouviez deviner la présence dans le lointain, au-delà de Metz.

À l'appui de ce que votre intime conviction vous éclairait, vous acceptiez, ainsi que vous l'écrirez, cette « vérité amère » – et qui l'est toujours – pour notre grand pays que **« NOS MOYENS PROPRES NE SONT PLUS À L'ÉCHELLE DE NOS BESOINS »** et donc qu'en Europe, **« NOUS AVONS BESOIN LES UNS DES AUTRES, SANS DISTINCTION DU RANG ET DE LA PUISSANCE DONT NOUS DISPOSONS »**. Mais enfin de là à ce que la France siège, à pied d'égalité, avec l'ennemi encore à terre il y a peu, dans une institution commune, ce n'est pas le pas que conseillent de franchir la raison, la justice, la précaution ou tout autre grand principe toujours bon à invoquer.

Reste votre conscience personnelle. Celle d'abord façonnée par votre parcours singulier. On l'a dit abondamment, d'origine lorraine, né près de Luxembourg, de mère luxembourgeoise, avec de la famille en Belgique, vous êtes indéniablement un homme des frontières. Et de frontières tant disputées. Forcément cela marque, sans jeu de mots. Un ministre natif d'Anjou ou de Guyenne se serait tourné, sans aucun doute, avec moins de naturel vers l'outre-Rhin. Chez vous, c'est instinctif.

Mais vous n'êtes pas seulement géographiquement frontalier. Vous êtes frontalier, si j'ose dire, de l'intérieur. En vous-mêmes. Vous

incarnez deux nations, sinon trois avec le Luxembourg. L'Allemagne, vous ne la subissez pas seulement quand elle occupe vos terres, vous grandissez aussi dans sa culture. Vous en avez gardé un léger accent germanique. Vous êtes de citoyenneté allemande jusqu'en 1918. Personne ne vous oblige à faire votre droit par des séjours universitaires à Bonn, Munich et Berlin, comme un étudiant Erasmus avant l'heure. Personne ne vous oblige à y retourner plusieurs jours comme ministre français en 1948, sitôt la guerre finie.

**LES FRONTIÈRES DEVAIENT VOUS APPARAÎTRE COMME DE BIEN CURIEUSES LIGNES.** Pour vous, qui circulez sans cesse en train entre Bruxelles, Luxembourg, Metz et Strasbourg, qui vous définissez comme un « nomade politique », elles doivent sembler, à chaque traversée, à chaque montée des douaniers, à chaque contrôle des papiers, d'une raideur et d'un arbitraire, qui pouvaient, à tout le moins, être atténués. « Ces pauvres frontières ! », disiez-vous.

Elles vous paraissent d'autant plus artificielles que, dans le cas du charbon auquel s'intéresse votre projet, le bassin houiller les ignore, les veines en sous-sol en font fi. Ce que la nature a réuni, à quoi bon les hommes le sépareraient-ils ? À vous, sorte de dernier des



Lotharingiens, Allemand puis Français par les secousses de l'Histoire, l'Europe, sous toutes ces barrières nationales, apparaît par affleurements, comme les schistes dégagés dans les forêts de l'Ardenne voisine. Mettre à nu cette Europe devient comme une façon, à titre personnel, de réunir les strates successives de vos héritages transfrontaliers. Mais il ne faudrait pas déduire que vous auriez été naturellement européen. Malgré ce terrain propice, vous êtes devenu politiquement Européen sur le tard. Avant la Seconde guerre mondiale, on ne vous connaissait aucun militantisme sur ce front.

Avez-vous été guidé par humanisme ? Mais après les ténèbres de la guerre, après avoir pris conscience de l'outrage à l'humanité commis à Auschwitz, que pouviez-vous encore espérer de l'Europe, en particulier de l'Allemagne ?

Alors qu'est-ce qui vous a pris ?

Revenons à la note de Monnet, quatre pages dactylographiées, toujours sur votre table de travail à Chazelles en ce week-end du 1<sup>er</sup> mai 1950. Comment se fait-il d'ailleurs qu'elle ait atterri entre vos mains ? C'est une note technique – le charbon et l'acier. Et puis, hiérarchiquement, le commissaire au Plan relève du président du Conseil, pas de vous. Mais Jean

Monnet avait besoin de votre clairvoyance pour saisir la haute portée politique du projet. Quelqu'un, vous l'avez reconnu plus tard sans vous citer explicitement, ayant « la liberté d'esprit pour donner une impulsion hardie à une entreprise qui s'attaque à la routine ».

Seul face à vous-même, à Chazelles, **VOUS DEVEZ MAINTENANT RÉPONDRE, EN CONSCIENCE**. Celle-ci est aussi nourrie, et même en abondance, de votre foi catholique. Ce serait se mettre des œillères que de le nier chez un chrétien de votre espèce. Vos murs chez vous sont tapissés de vieux livres traitant de la sainte religion. Vous êtes un pratiquant archi-régulier, qui, même ministre, commence sa journée par la messe dans une église de quartier. Par votre célibat, on vous compare à un moine séculier. L'héritage chrétien, pas question de le nier ici, il vous habite tout entier. Votre large quinzaine de filleuls le sait. Suivre le Christ vous a même fait hésiter sur votre vocation. Votre procès en béatification, en cours, le rappellera. Même en élu venant de la III<sup>ème</sup> République, c'est, sans le clamer, à la lumière des Évangiles que vous essayez d'agir.

Fidèle à la pensée de Jacques Maritain, vous croyez d'ailleurs fermement que la démocratie tire son origine du christianisme et a pour moteur, l'amour. Ainsi pour vous, l'Europe au sortir de

la guerre est ramenée « à la loi chrétienne d'une noble mais humble fraternité ». Vous écrivez : « Par un paradoxe qui nous surprendrait, si nous n'étions pas chrétiens, inconsciemment chrétiens peut-être, nous tendons la main à nos ennemis d'hier ». C'est en ce sens fraternel qu'il faut entendre votre déclaration du 9 mai et comprendre le choix juridiquement singulier du terme de « communauté européenne ». Voici le mot-clé qui définit votre projet pour le continent entier. Quoi de plus fraternel en effet qu'une communauté ?

De là à abonder la thèse selon laquelle vous auriez agi sur ordre du Vatican, que vous fréquentiez, vous avez su vous-même vous défendre contre ce mauvais procès. Vous convenez que « les chrétiens sont particulièrement accessibles aux idées européennes », sans pour autant en revendiquer « une sorte de monopole » – Victor Hugo, loin de tout catholicisme, rêvait bien dès 1849 d'une « fraternité européenne » – et sans avoir, à l'évidence, l'« objectif de reconstituer un empire chrétien ». Au contraire, vous précisez sans détour que votre construction européenne « est profane ». D'ailleurs, vous racontez vous-mêmes que vous avez agi « en accord avec des incroyants notoires, socialistes et autres, des protestants antipapistes, des israélites ».

À propos de vos interlocuteurs, ce qui vous a aussi décidé à faire ce « saut dans l'inconnu », ainsi que le 9 mai 1950 a été qualifié, c'est la présence face à vous, outre-Rhin, de Konrad Adenauer. Vous saviez à qui vous alliez tendre la main. **VOUS CONNAISSIEZ LE CHANCELIER ALLEMAND DEPUIS MOINS D'UN AN**, mais vous fréquentiez sa ville de Cologne, vous maîtrisiez sa langue, vous étiez un familier de sa culture rhénane. Vous partagiez la même culture politique démocrate-chrétienne. Vous étiez, à dix ans d'écart, de la même génération. Il avait exercé la profession d'avocat comme vous. Il avait lui-même déjà exprimé l'idée d'une union économique entre les deux pays voisins. Et il était aussi de foi catholique. Bref, comme premier couple franco-allemand, on n'a jamais refait plus semblable par la suite. Même s'il était avec vous un négociateur redoutable, même si votre dernière entrevue avec lui, quelques mois avant le 9 mai, avait été orageuse – toujours cette question de la Sarre... –, vous pouviez vous sentir en confiance avec cet homme. Vous l'avez d'ailleurs mis le premier dans la confiance, le matin du fameux 9 mai. Il accueillit votre initiative immédiatement « de tout cœur » et plein de gratitude.

Gageons qu'aujourd'hui vous n'auriez pu commettre un tel exploit. D'abord celui pour

un membre du gouvernement de s'accorder 48 heures de réflexion à l'écart du monde ! Qui oserait une telle retraite ? Pour vous, fils unique ayant tôt perdu ses deux parents, la solitude est chose familière. Votre style de vie monacal s'y prête. Votre luxe, ce sont ces longues heures de train à vapeur de Paris à Metz puis de Metz à Paris – entre quatre et cinq heures à chaque trajet. Seul, sans être happé comme aujourd'hui par un coup de fil sur téléphone portable, par des textos sur Smartphones auxquels répondre illico. Comme derrière votre bureau dégagé, vous avez tout le loisir de réfléchir dans votre compartiment de train. De vous laisser bercer par le rythme du chemin de fer. Probablement de prier aussi.

**DE RÉVASSER AUSSI PEUT-ÊTRE.** D'entendre revenir dans votre esprit ces sonates pour piano de Haydn, Mozart ou Beethoven, que vous appréciez tant. De reposer votre livre et de laisser votre regard vagabonder à travers la fenêtre sur les paysages traversés. Ceux de champs de bataille encore fumants. Ceux remémorant la Grande Guerre. Tout près, la Voie Sacrée reliant Verdun. Au loin, le Chemin des Dames. Au loin la Marne et sa bataille. C'est ainsi que se forge le regard du visionnaire, qu'on peut employer à votre sujet sans exagération. Vous n'aviez pas encore trente ans lorsqu'est survenue la

Première guerre mondiale, qui vous a ouvert les yeux pour rompre avec une certaine Allemagne belliqueuse. Pendant la guerre suivante, vous avez pris conscience qu'il fallait procéder autrement. Oui, il était grand temps de la faire, cette réconciliation. De faire l'Europe et de la faire non pas sans, non pas contre, mais avec l'Allemagne, traitée non plus en vaincue mais en soeur.

Au fait, le charbon tirant la locomotive du train vous ramenant à Paris après ce week-end du 1<sup>er</sup> mai, d'où provenait-il ? De Lorraine ? De la Ruhr ? Qu'importe pourvu qu'il soit européen, deviez-vous déjà vous dire. En descendant du train à Paris-Est le lundi, vous lancez à votre directeur de cabinet, Bernard Clappier, venu vous attendre : « Dites à Monnet que je marche ». Votre décision est prise. Solide, ancré, indéboulonnable, ce choix sera votre boussole : « Nous n'aurions jamais réussi si nous n'étions pas persuadés de bien agir », direz-vous plusieurs fois rétrospectivement par la suite. Il est toujours bon de rappeler, souligner, marteler, cette grande liberté de choix, cette volonté politique, qui furent les vôtres au départ. Que rien ne vous obligeait – pas plus que nous aujourd'hui – à faire l'Europe.



Même en se décidant au final très vite, tenir le secret sur un tel projet, comme vous et vos proches collaborateurs l'ont fait, tient aujourd'hui également de l'exploit. Il se serait bien trouvé un conseiller d'un cabinet hostile ou un ministre rival pour, ayant eu vent du projet, le confier « en off » à un journaliste ami. Ce dernier aurait aussitôt 'tweeté' la nouvelle à ses 'followers'. Voire un hacker aurait intercepté un courriel pour vous de Jean Monnet avec sa pièce jointe présentant les grandes lignes du projet. Une agence de presse aurait lancé une alerte. Un autre journaliste vous aurait aussitôt dérangé sur votre portable pour en savoir plus. Vous auriez démenti sans convaincre et la rumeur aurait couru de plus belle. Des membres de votre parti auraient donné des petites phrases de soutien ou de réserve. Il y aurait bien eu un bavard pour accepter d'aller au journal télévisé de 20 heures dire beaucoup plus que ce qu'il en savait. Des experts auraient été interviewés pour démontrer la folie du projet. Un sondage commandé par un opposant au projet aurait fait valoir qu'une large majorité de Français était contre l'unification européenne, contrairement à l'opinion ouest-allemande de l'époque. On aurait fustigé votre manque évident de transparence, vos missions secrètes vers l'Allemagne, vos négociations de traité à huis clos. Vos adversaires politiques auraient tôt fait

d'exiger la tenue d'un référendum pour donner à votre projet un enterrement de première classe démocratique. La chancellerie allemande aurait dû se fendre d'un communiqué pour démentir toute tractation secrète. Et votre conférence de presse, montée à la hâte pour le 9 mai à 18 heures dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, aurait dû être piteusement annulée.

D'ailleurs, pardonnez-moi, mais je me demande même si vous auriez réussi à faire de la politique dans les conditions actuelles. Vous n'étiez ni beau gosse, ni éloquent. On rapporte que le 9 mai, vous avez lu votre déclaration – qu'aucun micro n'a enregistré, ni photo, immortalisée – d'une voix un peu monotone devant la presse. Une voix même hésitante tant vous aviez du mal à cacher votre émotion. À l'Assemblée, vous ne vous exprimiez qu'avec des arguments juridiques irréfutables mais sans formule qui fait mouche. Les modestes timides, les orateurs médiocres, n'ont pas leur place dans les « talk-shows » politiques. Vous vous moquiez de vous-mêmes, disant : « Ai-je la tête d'un ministre ? ». **VOUS AVIEZ DE L'HUMOUR, VOUS ÉTIEZ TRÈS À L'ÉCOUTE, MAIS CELA NE SUFFIT PAS À FAIRE DE L'AUDIMAT.** Vieux garçon au crâne dégarni collectionnant les vieux livres, vous auriez été l'oiseau rare de la classe politique.

En revanche, votre simplicité la plus authentique, sans se forcer, aurait fait sensation. Votre façon, comme député, de prendre le train, seul, pour Metz, de monter ensuite de la gare dans l'autobus pour Montigny-les-Metz et de grimper ensuite à pied la côte pour Scy-Chazelles. Votre refus de disposer d'un compartiment spécial pour vous en train, même quand vous étiez président du Conseil. Au ministère, votre habitude écologique avant l'heure d'éteindre vous-même les lumières dans les couloirs pour économiser l'énergie. Vous auriez été furieusement tendance. Des portraits et reportages auraient été consacrés à « ce ministre 100% normal », à ce « Gandhi chrétien », comme certains ont dit de vous. Votre probité, déjà notoire lorsque vous étiez avocat, aurait été citée en exemple.

Plus sérieusement, relancer aujourd'hui un projet aussi hardi se heurterait de plein fouet, comme les dirigeants politiques en font la douloureuse expérience, aux dures conditions et exigences de notre temps : interconnexion, complexité, immédiateté et transparence. De fait, l'Union européenne, qui compte à ce stade 27 membres, est devenue très complexe à manier, dans un monde en changement accéléré, où les problèmes des uns s'interconnectent à ceux des autres, en multipliant les effets de manière quasi instantanée. D'où la difficulté à encore croire que cette Union européenne, si occupée par son propre devenir, puisse nous tirer d'affaires.

Voyez-vous, vous êtes le père d'une Europe qui ne croit plus en vous. Votre humilité vous protégera d'en être blessé mais le 70ème anniversaire de votre Déclaration sera peu célébré, et pas uniquement en raison de la grave crise sanitaire et économique mondiale. Vous êtes peu cité, ou sinon pour mémoire, dans les discours sur l'Europe des dirigeants politiques actuels ou sur la réconciliation franco-allemande. Dans ce registre, la France préfère De Gaulle, qui rejetait votre approche communautaire de l'intégration.

**LA « BOMBE SCHUMAN »**, comme avait titré la presse en Une au lendemain de votre projet de paix du 9 mai, cette bombe nous explose aujourd'hui entre les mains. La crise sanitaire en cours s'ajoute à un cortège d'autres crises qui n'ont eu cesse d'ébranler les fondements de la construction européenne : la crise des réfugiés, celle plus tôt des dettes souveraines, tout comme celle ensuite du Brexit. Mais ce qui a mis subrepticement le feu aux poudres, c'est la mort présumée de votre projet. De ne plus y croire, de ne plus s'y tenir. De négligemment vous tourner le dos.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Ministre, non pas mes condoléances mais l'espoir que votre geste politique du 9 mai retrouve de sa fraîcheur et de sa fécondité.



# BIBLIOGRAPHIE

Naissance le 29 juin 1886 à Clausen (quartier de Luxembourgville, dans le Grand-Duché) de Robert Schuman, fils unique d'Eugénie-Suzanne Duren, Luxembourgeoise, et de Jean-Pierre Schuman, employé des douanes puis propriétaire-rentier mosellan (français devenu allemand en 1871) qui mourra en 1900.

Après ses études secondaires bilingues à Luxembourg, suivies d'un semestre à Metz, il commence en 1904 des études de droit à Bonn, qu'il poursuit à Munich et Berlin et achève à Strasbourg.

La mort accidentelle de sa mère en 1911 est une immense douleur pour Robert Schuman, qui songe à la vie monastique. Il choisit au final de s'installer en 1912 comme avocat à Metz, alors ville de l'Empire allemand et s'insère dans le milieu catholique.

La guerre de 1914-1918 lui « ouvre les yeux », selon son expression. Il choisit, à 32 ans, la nationalité française et commence une carrière politique en Lorraine, tout en s'intéressant à la presse.

En 1919, il est élu député de la Moselle à la Chambre bleu horizon. En 1926, âgé de 40 ans et toujours célibataire, il achète une maison dans le village de Scy-Chazelles, près de Metz.

Proche du Saint-Siège, il accomplit un voyage par an à Rome.

Sous-secrétaire d'Etat aux réfugiés dans le gouvernement Paul Reynaud en 1940. La même année, il fut parmi les parlementaires qui votèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain mais quitte Vichy en juillet 1940.

Refusant de collaborer, il est le premier parlementaire français emprisonné par les nazis en 1940. Echappant de justesse au camp de concentration, il est placé à partir de 1941 en résidence surveillée dans le Palatinat, dont il s'évade en août 1942. Vivant dans la clandestinité sous le nom de Durenne, il se cache dans des maisons religieuses, sans rejoindre la Résistance.

À la Libération, le général de Gaulle lève l'inéligibilité dont est frappé Robert Schuman, lui permettant d'être réélu député de Moselle en 1945. La même année, il adhère au MRP (Mouvement Républicain Populaire).

En 1946, Georges Bidault l'appelle au ministère des finances, où il est reconduit l'année suivante par le socialiste Paul Ramadier. Ses fonctions le font rencontrer Jean Monnet, commissaire général au Plan.

Vincent Auriol le nomme en 1947 président du Conseil. Dans son gouvernement, Schuman prend notamment François Mitterrand, René Mayer et Germaine Poinso-Chapuis, première femme à un poste ministériel.

Ministre des affaires étrangères à partir de 1948 dans le gouvernement Bidault, Robert

Schuman s'attelle à la construction communautaire, lancée par sa déclaration du 9 mai 1950.

Auparavant, il a pris part aux négociations créant l'Otan et le Conseil de l'Europe. Avec Alcide de Gasperi, autre 'père de l'Europe', il conclut le traité franco-italien.

Début 1953, Robert Schuman accepte de s'effacer des affaires, quittant le Quai d'Orsay. Il assiste au rejet par la France de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954.

Rejoignant le gouvernement d'Edgar Faure comme garde des Sceaux en 1955, il est réélu député de Moselle en 1956 et de nouveau en 1958. Il se consacre surtout à promouvoir la construction européenne par de multiples interventions. Président du Mouvement européen en 1956, il est élu à la tête de de l'Assemblée parlementaire européenne en 1958. La même année, il reçoit à Aix-la-Chapelle le prix Charlemagne. Il préside ce qui est l'ancêtre du Parlement européen jusqu'en 1960.

Il se retire de la vie politique en 1962. Le 4 septembre 1963, il meurt à Scy-Chazelles.

# REMERCIEMENTS & CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Merci infiniment à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe  
qui nous a aidés à choisir l'iconographie de ce livret.

**P. 1** : © Maison Robert Schuman. **P. 4** : Robert Schuman à Scy-Chazelles © Maison Robert Schuman. **P. 8** : Robert Schuman en train de signer le Traité de Paris, 18 avril 1951. Cote RP 2/1/17. Fonds Robert Pendville © droits réservés. **P. 12** : Jean Monnet et Robert Schuman lors du 5e anniversaire du Plan Schuman, Strasbourg. Cote KVM 3/23. Fonds Karel Van Mileghem © Conseil de l'Europe. **P. 16** : Konrad Adenauer et Robert Schuman en septembre 1952, Luxembourg. Cote JM 9/5/10. Fonds Jean Monnet – Photographies © Commission des Communautés européennes. **P. 19** : Visite d'Alain Poher à Robert Schuman à Scy-Chazelles. De gauche à droite : Henry Beyer, Robert Schuman, Alain Poher. Cote RS 2/8. Fonds Robert Schuman © droits réservés

